



## **Des logements et des conditions de vie dignes pour tous les enfants et leurs parents !**

A l'aube de la rentrée scolaire, un drame silencieux s'est déroulé dans l'ombre des chiffres officiels.

En cette rentrée, l'UNICEF estime à plus de 2000 le nombre d'enfants et leurs familles dormant à la rue tous les soirs en France. Dans notre département, des familles entières, dont des enfants de moins de trois ans, sont restées sans solution d'hébergement après avoir appelé le 115.

L'augmentation alarmante des demandes non satisfaites, par rapport à l'an passé, illustre un échec systématique des politiques de l'hébergement et du logement. Nos organisations syndicales déplorent l'insuffisance et l'inadéquation des réponses apportées aux familles et aux enfants sans domicile. Pire, les politiques récentes telles que la loi «anti-squat», participent à stigmatiser les plus vulnérables et à renforcer leur exclusion. Le projet de loi «relatif au développement de l'offre de logements abordables», mis à l'arrêt par la dissolution de l'Assemblée nationale, menaçait d'affaiblir durablement le logement social, qui connaît déjà une chute de la production et des attributions alors que plus de 2,6 millions de ménages sont en attente d'un logement abordable.

Le système d'hébergement est quant à lui tellement saturé qu'un système de tri s'est mis en place et que les personnes les plus vulnérables, telles que les femmes enceintes ou les jeunes enfants, ne peuvent plus en bénéficier.

Le développement de l'enfant, qui s'opère durant la période cruciale de la petite enfance, est gravement compromis lorsque ce dernier se retrouve à vivre dans la rue ou dans des conditions d'hébergement indignes. Ses droits fondamentaux sont bafoués, en termes de santé, d'éducation, de scolarisation, d'environnement sain, et son avenir compromis. Les personnels des écoles sont les témoins directs de ces situations et souffrent de leur impuissance à répondre à la détresse de leurs élèves. Il est impératif que les nouvelles autorités prennent des mesures structurelles car le coût de l'inaction est et sera bien plus élevé que les économies que l'on pense réaliser avec des choix budgétaires d'austérité.

La lutte contre le sans-abrisme est avant tout une question de volonté politique. Nos organisations syndicales exhortent le nouveau gouvernement et les parlementaires récemment élu·es à assumer leurs responsabilités et à aborder, avec détermination et lucidité, la crise du logement et ses conséquences sur les enfants. Prioritairement, il y a urgence à augmenter le nombre de places d'hébergement et à mettre en place une politique durable pour le logement abordable, afin de garantir des conditions de vie dignes à tous les enfants et leurs parents. À Rennes, cela fait plus d'un an que des familles avec enfants dorment dans des camps dont celui de la Touche. Actuellement, pas moins de 250 personnes sont concernées dont une cinquantaine d'enfants, auxquelles s'ajoutent les familles qui dorment dans certaines écoles !

Rennes, le 7 novembre 2024